



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 MAI 2023

imposant à la société Manutention Transport Service (MTS) la mise en place de surfaces d'évents sur les cellules de son silo « B6 » exploité dans son site de la rue de Dunkerque à Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg ;
- VU le rapport du 21 mars 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection de la même date des installations de la société MTS, rue de Dunkerque à Strasbourg ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 21 juin 2021, la société MTS a produit l'étude APSYS FTED200306/NT/20-00925, révisée le 10 mai 2021 suivant laquelle, pour la réduction des effets d'une explosion, des surfaces d'évents de 5,22 m² doivent être implantées sur chacune des 5 cellules en exploitation du silo B6 de l'établissement exploité rues de Dunkerque et d'Alger à Strasbourg ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Manutention Transport Service (MTS), 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg, aménage, en référence à l'étude précitée réalisée pour satisfaire à la prescription de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021, sur chacune des cinq cellules en exploitation de son silo identifié « B6 », des surfaces d'évents efficaces d'une surface minimale de 5,22 m².
Ces travaux sont réalisés **avant le 30 septembre 2023**.

La société MTS tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justifiant de la dimension exacte de chaque surface d'évent et de son efficacité.

Article 2 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société MTS.

Article 3 Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société MTS ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL